

## ASSOCIATION OXYGÈNE

29 Rue de Chartrouse  
13200 ARLES

### RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

#### Exercice clos le 31 Décembre 2024

Aux membres,

#### OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association **OXYGÈNE** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

#### FONDEMENT DE L'OPINION

##### Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> Janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

### **OBSERVATIONS**

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons également votre attention sur le contexte d'application de la convention de continuité d'exploitation décrit dans l'annexe. Nous tenons à souligner l'importance des actions financées par des prix de journées et pour lesquelles votre Association n'a pas de certitude quant à leur pérennité.

### **JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS**

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, outre les points décrits dans la partie « Observations », nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

L'annexe expose dans son introduction les règles et méthodes comptables appliquées.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables précisées et des informations fournies dans les notes annexes.

Nous nous sommes assurés, par le contrôle des documents de régularisation budgétaires échangés avec les autorités de tarification, que les résultats inscrits en compte « Résultats sous contrôle des tiers financeurs » au titre des exercices précédents, ont fait l'objet d'un traitement financier et comptable approprié, et que leurs régularisations étaient inscrites dans les rapports budgétaires des autorités de tarification.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **VÉRIFICATIONS SPÉCIFIQUES**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport moral du président et financier du trésorier et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

## **RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'Administration.

## **RESPONSABILITÉS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation.

Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

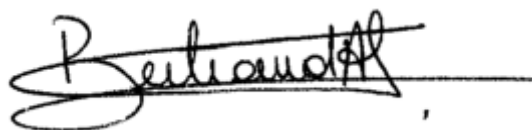
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Montpellier, le 11 Juin 2025

**SAS SENSEA AUDIT**

**Représentée par Anne-Laure BERTRAND**

*Commissaire aux comptes signataire*

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Bertrand', followed by a horizontal line.

## Bilan actif

	Brut	Amortissement Dépréciation	Net au 31/12/2024	Net au 31/12/2023
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
Immobilisations incorporelles				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	9 014	9 014		
Immobilisations corporelles	12 301	10 110	2 191	3 921
Immobilisations financières	2 015		2 015	2 015
<b>TOTAL ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>23 329</b>	<b>19 123</b>	<b>4 206</b>	<b>5 936</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
Stocks et en-cours (autres que marchandises)	297		297	300
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	2 000		2 000	1 125
Créances				
Usagers et comptes rattachés	205 694		205 694	32 081
Autres	121		121	1 605
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités (autres que caisse)	82 528		82 528	290 511
Caisse				
<b>TOTAL ACTIF CIRCULANT</b>	<b>290 640</b>		<b>290 640</b>	<b>325 622</b>
<b>REGULARISATION</b>				
Charges constatées d'avance	6 377		6 377	1 928
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Autres comptes de régularisation				
<b>TOTAL REGULARISATION</b>	<b>6 377</b>		<b>6 377</b>	<b>1 928</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>320 347</b>	<b>19 123</b>	<b>301 224</b>	<b>333 485</b>

Legs nets à réaliser :  
acceptés par les organes statutairements compétents  
autorisés par l'organisme de tutelle  
Dons en nature restant à vendre :



## Bilan passif

	au 31/12/2024	au 31/12/2023
<b>FONDS ASSOCIATIFS</b>		
Fonds propres		
Fonds associatifs sans droit de reprise	17 925	17 925
Ecart de réévaluation		
Réserves	333 199	348 199
<b>Résultat de l'exercice</b>	<b>-48 082</b>	<b>-68 781</b>
Report à nouveau		
Autres fonds associatifs		
Fonds associatifs avec droit de reprise	-399 576	-345 795
Ecart de réévaluation sur des biens avec droit de reprise		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
Droits des propriétaires (Commodat)		
<b>SOUS-TOTAL : SITUATION NETTE</b>	<b>-399 576</b>	<b>-345 795</b>
<b>TOTAL FONDS ASSOCIATIFS</b>	<b>-96 533</b>	<b>-48 452</b>
<b>FONDS DEDIES</b>		
<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>		
<b>DETTES</b>		
Emprunts et dettes assimilées		
Avances et commandes reçues sur commandes en cours		
Fournisseurs et comptes rattachés	40 688	32 676
Autres	357 069	349 261
<b>TOTAL DETTES</b>	<b>397 757</b>	<b>381 937</b>
<b>Produits constatés d'avance</b>		
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>301 224</b>	<b>333 485</b>

(1) Dont à plus d'un an (a)

Dont à moins d'un an (a)

397 757

(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque

(3) Dont emprunts participatifs

(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours





## Compte de Résultat

	Exercice N 31/12/2024	Exercice N-1 31/12/2023
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION (hors taxes)</b>		
Cotisations		
Ventes de marchandises		
Ventes de prestations de services		
Production stockée		
Production immobilisée		
Concours publics et subventions d'exploitation		
Autres produits	2 568 911	2 557 940
REPORT DE RESSOURCES NON UTILISEES DES EXERCICES ANTERIEURS		
<b>TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION</b>	<b>2 568 911</b>	<b>2 557 940</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION (hors taxes)</b>		
Achats de marchandises		
Variation des stocks (marchandises)		
Achats d'approvisionnements		
Variation des stocks (approvisionnements)	3	9
Autres charges externes	678 057	668 261
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	122 708	132 856
Rémunérations du personnel	1 305 037	1 326 037
Charges sociales	493 227	481 724
Dotations aux amortissements	1 730	1 016
Subventions accordées par l'association		
Autres charges	16 232	16 657
ENGAGEMENTS A REALISER SUR RESSOURCES AFFECTEES		
<b>TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION</b>	<b>2 616 993</b>	<b>2 626 560</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>-48 082</b>	<b>-68 620</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>		
<b>CHARGES FINANCIERES</b>		
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>		
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>		161
<b>IMPOTS SUR LES BENEFICES</b>		
<b>REPORT DE RESSOURCES NON UTILISEES DES EXERCICES ANTERIEURS</b>		
<b>ENGAGEMENTS A REALISER SUR RESSOURCES AFFECTEES</b>		
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>-48 082</b>	<b>-68 781</b>



## Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : OXYGENE

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024, dont le total est de 301 224 euro et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un déficit de 48 082 euro. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 25/04/2025 par les dirigeants de l'association.

### Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en oeuvre

L'association oxygène est un service de placement familial d'enfant issus de l'ASE (aide sociale à l'enfance) dont la compétence est donnée aux départements. Ainsi l'association est organisée en deux services, le service ALIZE et le service PASSERELLE. Ces deux services ont des agréments d'accueil pour respectivement 34 enfants et 8 enfants. Un Plateau technique composé d'administratifs et d'éducateurs et psychologue qui sont chargés d'organiser et suivre les situation des enfants confiés et des assistant familiaux. Les enfants sont placés auprès de familles d'accueil (assistants familiaux) employées par l'association.

### Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2024 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du plan comptable du secteur .

Les dispositions contradictoires au PCG dont les retraitements ont été effectués sont les suivantes :

- Il n'y a pas de changement de méthode d'évaluation au cours de l'exercice.
- Il y a eu un changement de présentation et de comptabilisation de certains postes suite à l'application des règlements ANC n° 2018-06 du 05 novembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif et n° 2019-04 du 08 Novembre 2019 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif. Ce présent règlement s'applique à compter du 01/01/2020. La première application de ce règlement constitue donc un changement de méthode comptable.
- 
- Plus particulièrement ces comptes annuels ont été établis selon les normes définies par le plan comptable général approuvé par arrêté ministériel du 22/06/1999, en application des articles L. 123-12 à L. 123-28 et R. 123-172 à R. 123-208 du code de commerce et conformément aux dispositions des règlements comptables révisant le PCG établis par l'autorité des normes comptables
- 
- le règlement de l'ANC 2014-03 du 05 juin 2014 relatif au PCG complété par le règlement de l'ANC 2016-07 du 4 novembre 2016
- 
- L'association applique également les recommandations du Plan comptable retenu dans son secteur d'activité. À savoir :
- 
- Les états financiers ont été établis en conformité avec :
- 
- Le règlement ANC n°2018-06 du 05 Novembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif
- Le Règlement ANC N°2019-04 du 08 novembre 2019 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif
- Règlement 2014-03 de l'ANC du 05/06/2014 homologué par arrêté ministériel du 08 septembre 2014 relatif au PCG et complété par le règlement de l'ANC 2016-07 du 4 novembre 2016
- La loi n°83 353 du 30 avril 1983
- Le décret 83 1020 du 29 novembre 1983
- Les règlements comptables :
- 1999-01 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations





## Règles et méthodes comptables

- 2000-06 et 2003-07 sur les passifs
- 2002-10 sur l'amortissement et la dépréciation des actifs
- 2004-06 sur la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs
- L'arrêté du 12 novembre 2008 relatif aux instructions budgétaires et comptables applicables aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux relevant de l'article R.314-1 du code de l'action sociale et des familles ainsi qu'aux associations et fondations gestionnaires relevant de l'article R.314-81 du même code.
- L'arrêté du 27 Décembre 2024 relatif au plan comptable applicable aux E.S.M.S. relevant du I de l'article L.312-1 du C.A.S.F.
- L'instruction codificatrice n°09-006 M22 du 31 mars 2009 (Tome I : le cadre comptable).
- 
- La continuité d'exploitation qui sous-tend l'établissement des comptes de l'exercice 2024 est conditionnée par le maintien des engagements financiers de l'ensemble des autorités de tarification de l'association et notamment par le renouvellement des prises en charge en cours de l'exercice écoulé.
- 
- Il en résulte que l'application des principes comptables généralement admis dans un contexte normal de poursuite des activités, concernant notamment l'évaluation des actifs et passifs, pourrait s'avérer inappropriée si ces prises en charge n'étaient pas reconduites.
- 
- La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.
- Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euro.
- 

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euro.

## Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, ne sont pas rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

### Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- \* Matériel de bureau : 3 à 5
- \* Matériel informatique : 5 ans
- \* Mobilier : 8ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.



## Règles et méthodes comptables

### Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

### Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'association à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

### Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.



## Faits caractéristiques

### Faits essentiels de l'exercice ayant une incidence comptable

Information sur les Indemnités Départ à la Retraite (IDR). Aucune provision n'a été constituée, montant estimé du coût au 31/12/2024 de cette indemnité sur la base d'un taux de charges sociales moyen de 40%, d'un taux d'actualisation de 3.38% et d'un départ volontaire à la retraite s'élève à 80 688 €. L'indemnité de départ à la retraite est déterminée en appliquant une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

L'association n'a pas en 2024 généré de revenus ayant pour origine des activités propres.

Le montant des trois plus hautes rémunérations est de 167 566 €

Les contributions volontaires en nature ne sont pas valorisées et comptabilisées en 2024 car la nature et l'importance ne sont pas des éléments essentiels à la compréhension de l'activité de l'association.

### Autres éléments significatifs

Depuis 2023 Application de l'arrêt Taquet expliqué et validé par le CSE ce qui a occasionné un maintien des rémunérations à 80% pour les AF sans placement sur le Service ALizé de 312j et sur le Service Passerelle de 114j. Cette charge supplémentaire représente 27,6 K€ sur l'exercice 2024

Au niveau Rh, année encore difficile, mettant en tension le service de placement tout en révélant sa résilience..

Au niveau de l'activité le déficit de placement n/n-1 de l'Ardèche de 506 places impacte fortement les ressources, celui du CD13 s'élève à 61 journées.

Le CD13 a notifié en 2024 un passage d'agrément de 35 places en 2024. Un effort et des ressources doivent être affectées au poste de recrutement des AF devant la demande grandissante des conseils départementaux....

Enfin trésorerie dégradée par le décalage de paiement des factures de Décembre 2024 et le budget exécutoire calculé sur un SMIC à 11.65 € alors que passé à 11.88 € en cours d'exercice en novembre 2024.





## Notes sur le bilan

## Actif immobilisé

## Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	9 014			9 014
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>9 014</b>			<b>9 014</b>
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers				
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	12 301			12 301
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>12 301</b>			<b>12 301</b>
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières	2 015			2 015
<b>Immobilisations financières</b>	<b>2 015</b>			<b>2 015</b>
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>23 329</b>			<b>23 329</b>





## Notes sur le bilan

## Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	9 014			9 014
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>9 014</b>			<b>9 014</b>
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers				
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	8 380	1 730		10 110
- Emballages récupérables et divers				
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>8 380</b>	<b>1 730</b>		<b>10 110</b>
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>17 394</b>	<b>1 730</b>		<b>19 123</b>



## Notes sur le bilan

### Actif circulant

#### Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 214 208 euro et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
<b>Créances de l'actif immobilisé :</b>			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	2 015		2 015
<b>Créances de l'actif circulant :</b>			
Créances Clients et Comptes rattachés	205 694	205 694	
Autres	121	121	
Charges constatées d'avance	6 377	6 377	
<b>Total</b>	<b>214 208</b>	<b>212 192</b>	<b>2 015</b>
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

#### Produits à recevoir

	Montant
Usagers, produits non facturés	891
Fournisseurs - RRR à obtenir	7
<b>Total</b>	<b>898</b>



## Notes sur le bilan

### Fonds propres

#### Tableau de variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	17 925				17 925
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves hors activités sociales	33 830			15 000	18 830
Réserves des activités sociales	314 369				314 369
RAN hors activités sociales					
RAN des activités sociales	-345 795	-68 781		-15 000	-399 576
Exc.ou Déficit hors activ.sociales	-68 781	68 781		48 082	-48 082
Exc.ou Déficit des activités sociales					
<b>Situation nette</b>	<b>-48 452</b>			<b>48 082</b>	<b>-96 533</b>
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
Droits de propriétaires (Commodat)					
<b>TOTAL</b>	<b>-48 452</b>			<b>48 082</b>	<b>-96 533</b>

### Dettes





## Notes sur le bilan

### Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 397 757 euro et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	40 688	40 688		
Dettes fiscales et sociales	348 991	348 991		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	8 079	8 079		
Produits constatés d'avance				
<b>Total</b>	<b>397 757</b>	<b>397 757</b>		
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice				
(**) Dont envers les associés				

### Charges à payer

	Montant
Fournisseurs - fact. non parvenues	24 123
DETTES PROV CONGE PAYES	137 535
CHARGES SOCIALES S/CONGES PAYES	60 515
<b>Total</b>	<b>222 173</b>





## Notes sur le bilan

### Comptes de régularisation

#### Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Charges constatées d'avance	6 377		
<b>Total</b>	<b>6 377</b>		



## Notes sur le compte de résultat

### Charges et produits d'exploitation et financiers

### Rémunération des commissaires aux comptes

### Subventions d'exploitation

Concours publics et subventions

	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Total
Concours publics						
Subventions d'exploitation			2 554 464			2 554 464
Subventions d'équilibre						
Subventions d'investissement						
			2 554 464			2 554 464

### Détermination de l'excédent ou du déficit effectif global

	N	N-1
Résultat comptable	-48 082	-68 781
Reprise du résultat antérieur (*)		
Excédent ou déficit effectif global	-48 082	-68 781
Dont résultat effectif sous gestion propre		
Dont résultat effectif sous gestion contrôlée		
(*) reprend par défaut le solde des comptes 6892 diminué du solde des comptes 7892.		



Autres informations

Contributions volontaires

	N	N-1
<b>Ressources</b>		
Bénévolat		
Prestations en nature		
Dons en nature		
<b>Total</b>		
<b>Emplois</b>		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens et services		
Prestations		
Personnel bénévole		
<b>Total</b>		

Les contributions volontaires en nature ne sont pas valorisées et comptabilisées en 2024 car la nature et l'importance ne sont pas des éléments essentiels à la compréhension de l'activité de l'association.

